

Editorial: L'espace politique : une conquête à défendre

Vendredi 18 Décembre 2009

L'avenir pourrait être triste, sinistre, voire catastrophique. La République est attaquée de toutes parts, les services publics comme la laïcité deviennent de véritables exceptions françaises laminées par une construction européenne qui saccage tout sur son passage au nom de la libre concurrence et du droit des religions. L'école dite laïque, souvent peinte de tous les maux, devrait maintenant aider les religions (lire l'article de Anne-Cécile Robert). Bientôt, ce sont même les juristes qui se demandent si les juridictions françaises, comme le Conseil d'Etat, pourront garder leur raison d'être. Tout se vaut, mais dans un relativisme des valeurs, c'est la loi du plus fort, celle des institutions construites pour l'argent, qui mènent le pas. Il fut un temps où l'on critiquait le profit. Aujourd'hui, l'on ne cherche plus qu'à en atténuer les conséquences grâce à la charité (lire l'article de Jean-Pierre Alliot). Pourtant, c'est bien un système qui est à revoir, celui de la quasi disparition de la vie démocratique. Elle ne peut émaner que du peuple dans son ensemble. C'est au peuple, qui fut privé de son vote le 29 mai 2005, à réaffirmer sa souveraineté.

La démocratie est confisquée. Certes, mais il faut alors montrer du doigt les responsables de ce hold-up. Il faut rappeler qu'il n'y a pas de démocratie sans peuple, sans espace public ni lien social. Faute de cela, la porte est ouverte à des fausses interprétations, à des manques de repères, à tous les arbitraires. Lorsque, par exemple, l'Histoire, chère aux républicains, devient un instrument de manipulation (lire l'article de Gilbert Legay), ce sont particulièrement les jeunes générations qui sont visées.

Pourtant, de nombreux citoyens rappellent quotidiennement leur attachement aux valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité. Ils sont bien loin de la description qu'en donnent les médias et, en cette fin d'année, certains souhaitent même se réapproprier la Constitution française. Ils veulent changer la règle du jeu. Loin des futilités des anecdotes quotidiennes, la vie politique se poursuit souterrainement. Ce symbole juridique du contrat social est désormais au coeur de notre débat d'avenir. On ne pourra pas interdire longtemps au peuple d'être maître de son destin.

Le Groupe République!

<http://www.le-groupe-republique.fr>